

6. Éditorial

ÉDITORIAL

Plus de vacances

Nathalie Collard

Au Québec, la Loi sur les normes du travail prévoit qu'après un an à l'emploi de la même entreprise, un travailleur a droit à deux semaines de vacances. Deux semaines de vacances, c'est bien peu.

Le parti Québec solidaire propose d'ajouter une semaine, une excellente idée que les autres partis auraient grand mérite à copier.

Avec le rythme effréné de nos vies, deux semaines de vacances sont nettement insuffisantes pour arriver à décrocher et recharger ses batteries. C'est encore plus vrai pour les parents de jeunes enfants. Quinze jours, c'est trop peu pour redécouvrir sa marmaille en dehors de la routine garderie-école-boulot-dodo.

Difficile de ne pas lorgner du côté de la France qui, avec ses cinq semaines de vacances, fait bien des envieux de ce côté-ci de l'Atlantique. Vrai, notre situation n'est pas tout à fait la même que nos cousins qui travaillent de plus longues heures et qui mettent beaucoup plus de temps à aller et revenir du travail. En fait, dans l'ensemble du Canada, le Québec ne fait pas plus mauvaise figure que l'Ontario et l'Alberta qui prévoient le même nombre de semaines de vacances à ses travailleurs non-syndiqués. Autre particularité du Québec : comme nous l'a fait remarquer de façon plutôt brutale l'ancien premier ministre Lucien Bouchard récemment, la productivité des travailleurs québécois est à la baisse quand on la compare à celle de ses voisins canadiens et nord-américains. Dans ce contexte, nous serions donc bien mal placés d'exiger une autre semaine de vacances, du moins c'est ce qu'avancent ceux qui s'opposent à cette proposition de Québec solidaire.

La faiblesse de leur argument, c'est qu'ils ne voient que les coûts de cette mesure. Or il faudrait plutôt considérer cette mesure comme un investissement. Un investissement dans la famille ainsi que dans la santé physique et mentale des travailleurs.

En effet, au Québec comme ailleurs au pays, les employeurs font face à un niveau d'absentéisme effarant. En 2006, le Conference Board du Canada évaluait à 10 milliards les coûts reliés à l'absentéisme dans les entreprises canadiennes. Une semaine de vacances supplémentaires contribuerait sans aucun doute à réduire ce fléau tout en apportant une solution, partielle, aux problèmes de stress, d'épuisement professionnel et de présentéisme (être présent mais improductif au travail).

En Europe, les travailleurs n'hésitent pas à descendre dans la rue pour défendre leur droit aux vacances. En Amérique du Nord, les vacances sont encore perçues comme un plaisir coupable, certains travailleurs retirant même une certaine fierté à ne jamais s'arrêter. Nous devrions changer d'attitude.

Les exigences du quotidien ne sont plus les mêmes qu'il y a 25 ans. Nos vies sont plus stressantes que celles de nos grands-parents. Dans un contexte où le travail occupe, et gruge, une immense partie de notre précieux temps, nous devons cesser de voir les vacances comme un luxe et comprendre qu'il s'agit d'un minimum vital pour nous assurer une qualité de vie acceptable. Voilà ce qu'on appelle un choix de société.

© La Presse

